

Résolution présentée par la délégation du
Libéria

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne UNE PLUS JUSTE REPARTITION DES RICHESSES, DANS LE BUT DE LIMITER
L'EXTREME PAUVRETE ET FAVORISER LES INVESTISSEMENTS DURABLES

L'Assemblée Générale,

Déplorant que l'écart colossal entre les pays développés et les pays les moins avancés
(PMA) sur le plan de la qualité de vie ne se réduit pas. (ex : IDH Suisse 0.944/IDH
Niger 0.354),

Rappelant que les problèmes dans les PMA ont un impact à l'échelle mondiale et affectent
également les pays développés. (immigration pollution, instabilité politique,
désertification),

Constatant que les mesures prises jusqu'à présent ne sont pas suffisantes pour réduire l'écart
de niveau de vie entre les pays développés et les PMA,

Invitant tous les pays à se montrer solidaire avec les PMA,

Décide d'inciter tous les pays du monde à introduire les articles suivants dans leur
Constitution :

- Art.1 une taxe de solidarité de 1% du PIB est versée aux PMA a titre d'aide au
développement.

- Art.2 L'ONU gère la distribution et l'utilisation des fonds de manière conforme aux
principes du développement durable.

Le texte français fait foi